

Note de conjoncture

1er trimestre 2026



Département du Cantal



Chiffre d'affaires (Données cumulées entre le 1er janvier et le 31 mars 2026)	↘	-0,8 % sur un an
Créations d'entreprises (T1 2026)	↗	+22,7 % sur un an
Activité hôtelière (T1 2026)	↗	+2,3 % sur un an
Autorisations de construction de logements neufs (Données cumulées entre début avril 2025 et fin mars 2026)	↗	+11,9 % sur un an
Mises en chantier de logements neufs (Données cumulées entre début avril 2025 et fin mars 2026)	↘	-16,6 % sur un an
Emplois salariés (T1 2026)	↗	+0,3 % sur un trimestre
Intérim (T1 2026)	↗	+5,5 % sur un trimestre
Taux de chômage (T1 2026)	↗	+0,1 point sur un trimestre
Inscrits à France Travail en catégories A, B, C (T1 2026)	↘	-1,1 % sur un trimestre
Revenu de solidarité active (RSA) (Mars 2026)	↗	+1,1 % sur un an
Prime d'activité (Mars 2026)	↘	-0,2 % sur un an

Économie

En cumul entre début janvier et fin mars 2026, le chiffre d'affaires des entreprises est en baisse de 0,8% par rapport à la même période, un an auparavant (+0,8% à l'échelon régional) : +2,1% dans l'industrie manufacturière, +10,1% dans la construction et +2,9% dans le commerce et la réparation automobile.

L'investissement des entreprises est en hausse de 0,8% par rapport à la même période, un an auparavant (-4,5% à l'échelon régional).

Le montant des exportations enregistré au 1er trimestre 2026 est supérieur de 5,8% à celui du 1er trimestre 2025.

La fréquentation hôtelière sur un an (mesurée à partir du nombre de nuitées) a augmenté de 2,3% au 1er trimestre 2026 par rapport au même trimestre de l'année précédente (+1,5% en moyenne régionale).

En cumul entre début avril 2025 et fin mars 2026, les autorisations de construction de logements neufs ont augmenté de 11,9% sur un an (+29,5% à l'échelon régional) et celles de locaux neufs ont augmenté de 51,6% (-3,4% à l'échelon régional). Les mises en chantier de logements neufs ont reculé de 16,6% (+6,6% en région) et celles de locaux neufs ont augmenté en moyenne de 104,9% sur un an (-8,6% au niveau régional).

Au 1er trimestre 2026, le nombre de créations d'entreprises est de 416, en augmentation de 22,7% sur un an (39 457 créations en région; +17,3% sur un an).

Emploi salarié

Le nombre d'emplois salariés (47 775) augmente de 0,3% (-0,1% à l'échelon régional sur le trimestre). L'augmentation globale des emplois masque des évolutions sectorielles contrastées*: hausse de 2,4% dans l'agriculture, diminution de 1,9% dans l'industrie, croissance de 0,1% dans la construction, accroissement de 1,5% dans le tertiaire marchand et stabilité dans le tertiaire non marchand. Tous secteurs confondus, le nombre d'intérimaires est en hausse de 5,5 %.

Le nombre d'emplois salariés augmente (+0,2%) sur un an (-0,1% à l'échelon régional).

** L'intérim n'est pas considéré comme un secteur. Il est ventilé par secteur d'activité de l'entreprise utilisatrice.*

Chômage

En hausse de 0,1 point par rapport au 4^{ème} trimestre 2025, le taux de chômage s'établit à 4,7% au 1^{er} trimestre 2026 (7% à l'échelon régional, +0,1 point). Sur un an, son évolution est de +0,4 point.

Les chiffres des inscrits à France travail du 1^{er} trimestre 2026 sont impactés à la fois par la loi pour le plein emploi, par des modifications dans les procédures d'enregistrement des chômeurs et par l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions (cf. p 12)

Sur un an, le nombre moyen de personnes inscrites à France Travail est en baisse de 7,1% pour la catégorie A et a diminué de 1,5% pour l'ensemble des catégories A, B, C. Le nombre moyen de personnes inscrites à France Travail depuis un an ou plus (catégories ABC) a augmenté de 12,2% (+8,1% en région) et leur part est passée de 39,2% à 44,7% (moyenne régionale: 44,7%).

La durée médiane d'ancienneté d'inscription à France Travail s'établit à 250 jours (288 jours dans la région).

Prestations sociales

Sur un an, le nombre d'allocataires du revenu de solidarité active (RSA) progresse de 1,1% et celui des allocataires de la prime d'activité baisse de 0,2%.

SOMMAIRE

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

1.1 Chiffre d'affaires des entreprises.....	6
1.2 Investissement des entreprises.....	6
1.4 Suivi des taux de restes à recouvrer (impayés).....	7
1.5 Exportations.....	8
1.6 Conjoncture hôtelière.....	8
1.7 Immobilier.....	8
1.8 Créations d'entreprises.....	8

2. EMPLOI SALARIE

2.1 Emploi salarié (secteur marchand).....	9
2.2 Déclarations préalables à l'embauche, hors intérim.....	10
2.3 Activité partielle.....	11
2.4 Les ruptures collectives de contrats de travail.....	11
2.5 Licenciements économiques	11

3. CHOMAGE

3.1 Taux de chômage.....	13
3.2 Inscrits à France Travail	13
3.3 Part des inscriptions à France Travail suite à un contrat court (CDD, intérim).....	14
3.4 Durée d'inscription à France Travail.....	14

4. PRESTATIONS SOCIALES

4.1 Revenu solidarité active (RSA).....	15
4.2 Garantie Jeunes	15
4.3 Allocation de solidarité spécifique (ASS).....	16
4.4 Prime d'activité.....	16

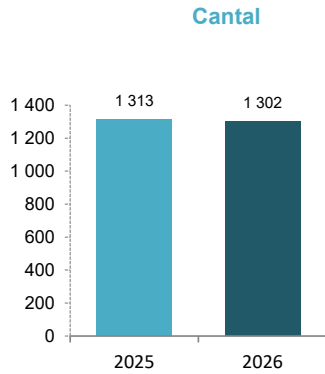
1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

1.1 Chiffres d'affaires des entreprises (M€)

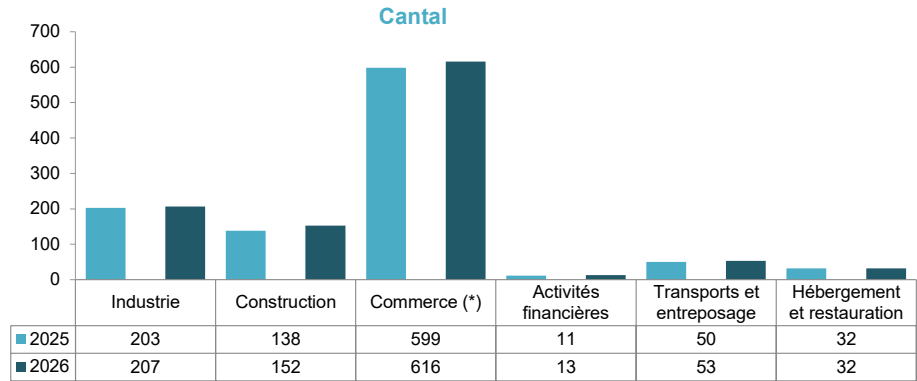
Source : DGFIP - Cumul du 1er janvier au 31 mars 2026

Champ : entreprises privées dont le siège est dans le Cantal pour les données départementales et en Auvergne-Rhône-Alpes pour les données régionales.

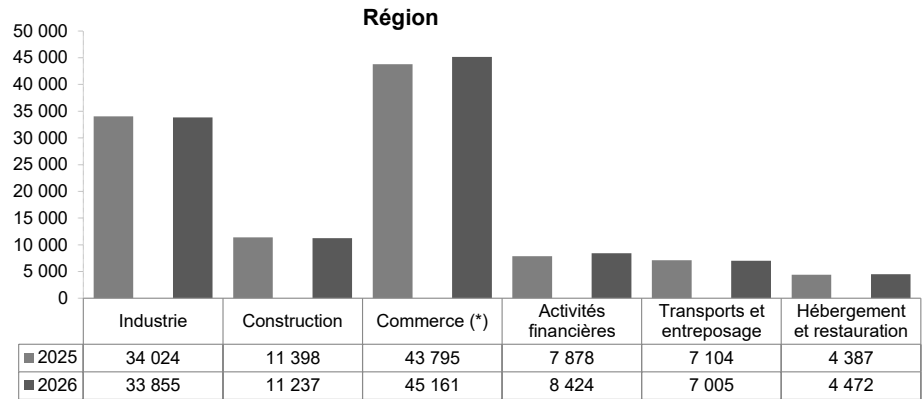
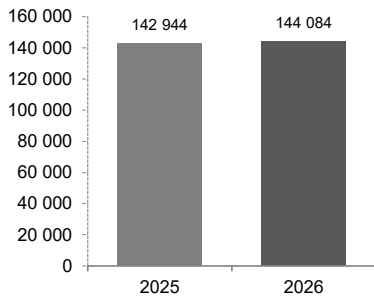
Tous secteurs d'activité confondus



Dans trois grands secteurs d'activité (M€)



Région



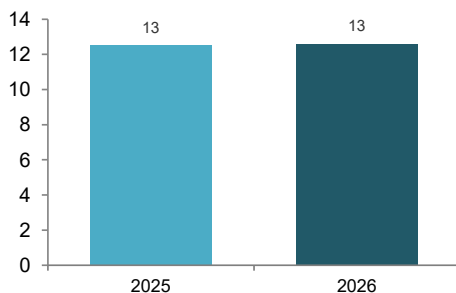
(*) Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles (GZ)

1.2 Investissements des entreprises (M€)

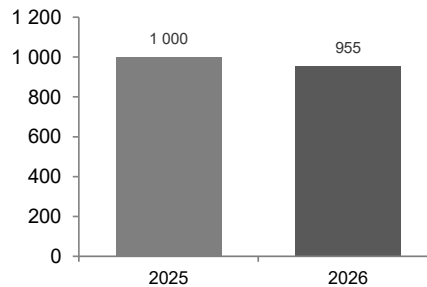
Source : DGFIP - Cumul du 1er janvier au 31 mars 2026

Champ : entreprises privées dont le siège est dans le Cantal pour les données départementales et en Auvergne-Rhône-Alpes pour les données régionales.

Cantal



Région



Les indicateurs de chiffre d'affaires et d'investissement (TVA déductible sur les immobilisations) correspondent aux données figurant sur les déclarations de TVA déposées par les acteurs économiques de la région et portent désormais sur la période d'activité des entreprises et non plus sur la date de déclaration auprès de l'administration fiscale (pour les années 2024 et 2025).

1.3 Suivi des taux de restes à recouvrer (impayés)

Source : Données de conjoncture - URSSAF Auvergne et URSSAF Rhône-Alpes

Cumul du 1er janvier au 31 mars 2026

En nombre

	Taux de RAR	Évol. 2026/2025 en pts
Employeurs Privés	3,4%	nd
Travailleurs Indépendants	4,5%	nd
<i>TI classiques hors AE</i>	5,0%	<i>nd</i>
<i>Auto-entrepreneurs</i>	3,5%	<i>nd</i>
Autres catégories	3,0%	nd
<i>Employeurs Publics</i>	4,8%	<i>nd</i>
<i>Particuliers employeurs Urssaf</i>	0,6%	<i>nd</i>
<i>Frontaliers suisses</i>	20,0%	<i>nd</i>
<i>Autres*</i>	2,9%	<i>nd</i>
Total	4,0%	nd

* Artistes-Auteurs, Laboratoires, Assurés Personnels...

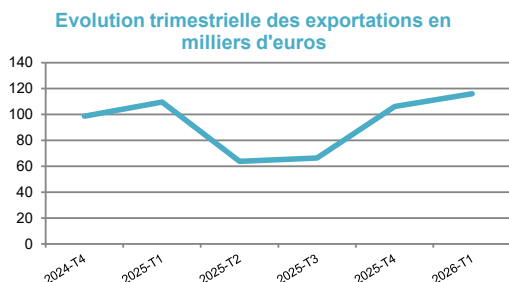
NB : En raison d'un problème technique relatif aux jeux de données portant sur mars 2025, les données présentées ici ne comportent pas d'évolution annuelle

1.4 Exportations

Source : Douanes françaises

Dernières données disponibles : 1er trimestre 2026

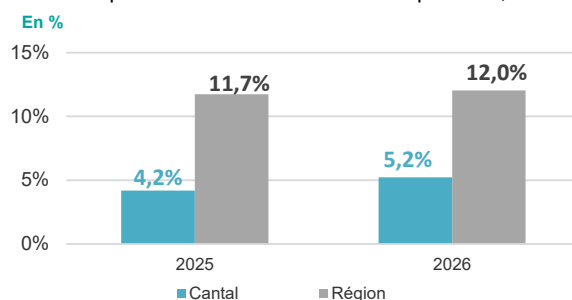
Part des exportations dans le total régional: 0,6 %



Source : DGFIP

Cumul du 1er janvier au 31 mars 2026

Part des exportations dans le CA des entreprises: 5,2%



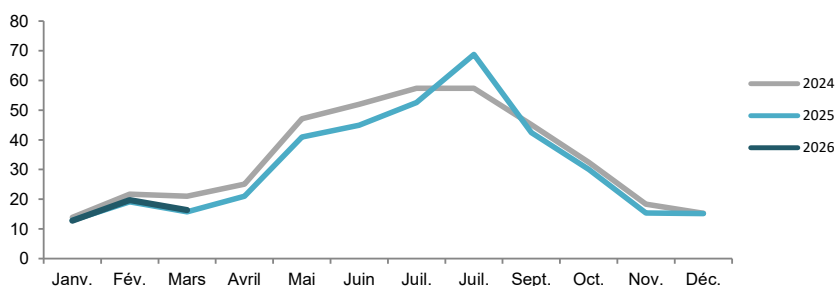
1.5 Conjoncture hôtelière

Source : Enquête hôtellerie - INSEE/DGE/Comités régionaux du tourisme

Données brutes - 1er trimestre 2026

	T1 2025	T1 2026	Evolution annuelle (%)	
	Cantal		Cantal	Région
Nbre de nuitées en milliers (hôtellerie)	48	49	2,3%	1,5%
% total régional	0,7%	0,7%		

Evolution du nombre de nuitées dans l'hôtellerie



1.6 Immobilier

Source : SDES-DREAL-Sit@del2

Dernières données disponibles : 1er trimestre 2026

	Cantal		Région	
	Nombre (sur une année glissante)	Evolution annuelle (*)	Nombre (sur une année glissante)	Evolution annuelle (*)
Logements neufs (en nombre de logements)				
Autorisations de construire	420	11,9%	54 410	29,5%
Mises en chantier	350	-16,6%	33 460	6,6%
Locaux neufs (en milliers de m²)				
Autorisations de construire	191	51,6%	4 104	-3,4%
Mises en chantier	84	104,9%	2 388	-8,6%

(*) % entre dernière année glissante et même période de l'année précédente.

1.7 Créations d'entreprises

Source : INSEE, SIDE (Système d'information sur la démographie des entreprises)

Données brutes - 1er trimestre 2026

	Cantal		Région	
	Nombre	Evolution annuelle	Nombre	Evolution annuelle
Nombre de créations d'entreprises	416	22,7%	39 457	17,3%
Dont micro-entreprises	250	47,1%	26 732	20,5%

2. EMPLOI SALARIE

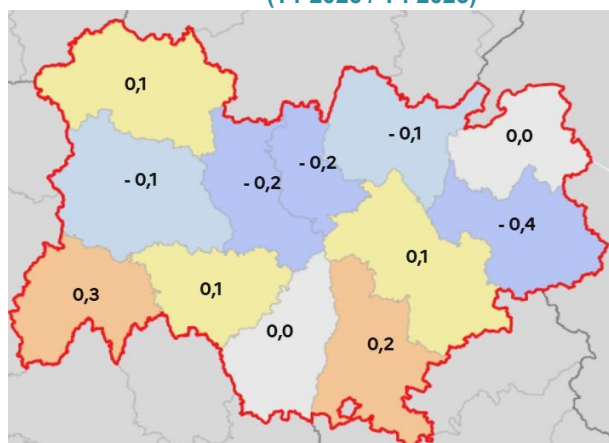
2.1 Emploi salarié

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Données CVS

Dernières données disponibles : 1er trimestre 2026

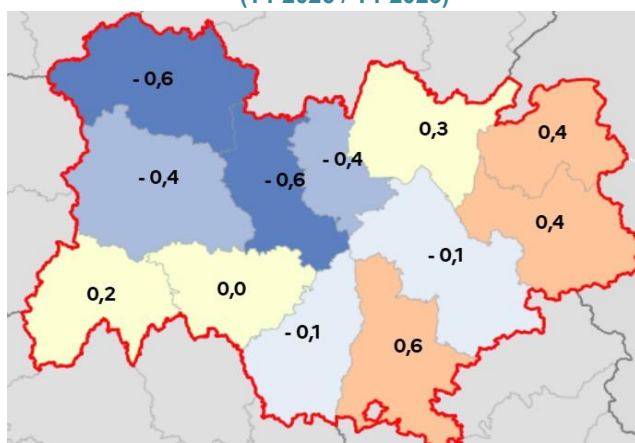
Cantal	1er trimestre 2025	4ème trimestre 2025	1er trimestre 2026	Evolutions (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Agriculture	778	802	821	2,4	5,6
Industrie	5 909	5 896	5 783	-1,9	-2,1
Construction	3 707	3 653	3 658	0,1	-1,3
Tertiaire marchand	16 773	16 749	16 993	1,5	1,3
Tertiaire non marchand	20 515	20 515	20 521	0,0	0,0
Total	47 681	47 615	47 775	0,3	0,2
Intérim	683	779	821	5,5	20,3
Hors Intérim	46 999	46 837	46 954	0,3	-0,1

Evolution trimestrielle des emplois (en %) (T1 2026 / T4 2025)



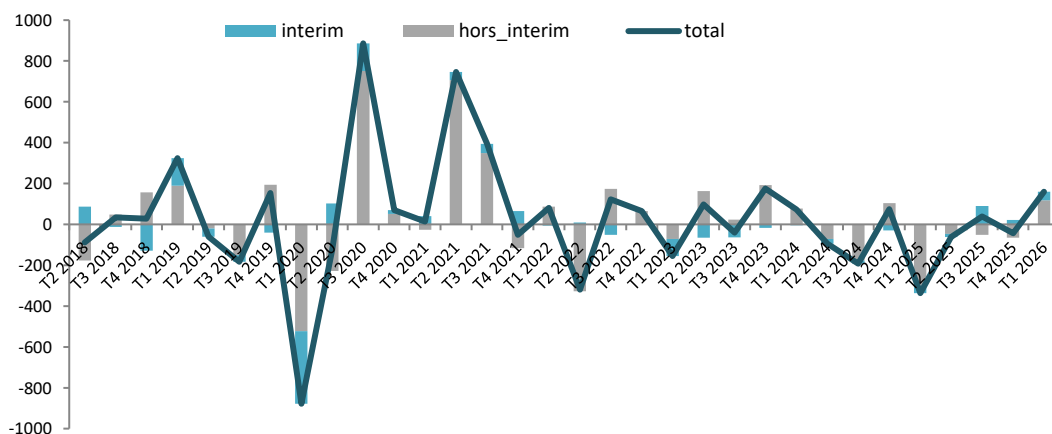
Auvergne-Rhône-Alpes : -0,1%

Evolution annuelle des emplois (en %) (T1 2026 / T1 2025)



Auvergne-Rhône-Alpes : -0,1%

Contribution de l'emploi intérimaire et hors intérimaire à la variation trimestrielle de l'emploi salarié (en nombre d'emploi)



2.2 Déclarations préalables à l'embauche, hors intérim

Source : Baromètre de l'URSSAF Auvergne et de l'URSSAF Rhône-Alpes

Dernières données disponibles : 1er trimestre 2025

Répartition et évolution des déclarations préalables à l'embauche selon la nature du contrat

Contrat (Hors Interim)	CDI		CDD courts		CDD longs		Total	
	Niveau (en milliers)	Evolution Annuelle (en %)	Niveau (en milliers)	Evolution Annuelle (en %)	Niveau (en milliers)	Evolution Annuelle (en %)	Niveau (en milliers)	Evolution Annuelle (en %)
Cantal	1,4	1,0%	6,1	13,7%	2,0	-13,6%	9,5	4,8%
Région	141,4	-5,3%	507,7	7,6%	151,5	-2,0%	800,6	3,1%

Données CVS

Répartition et évolution des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) par secteur d'activité

Secteur d'activité (hors Interim)	Nombre de DPAE*	Evolution annuelle T1 2025 / T1 2024	
	Cantal	Cantal	Région
Industrie (B à E)	0,3	5,1%	-5,5%
Construction (FZ)	0,2	-1,1%	-6,7%
Services (G à U)	7,1	5,6%	5,1%
Dont : Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles (GZ)	1	0,8%	-0,4%
Hébergement-restauration (IZ)	1	3,8%	-2,5%
R&D + Autres activités scientifiques et techniques (MB + MC)	0	-12,0%	-1,0%
Santé, action sociale, administration, éducation ** (QA+QB+OZ+PZ)	4,3	9,6%	7,3%

Données brutes

* Données en milliers

** Activités pour la santé humaine (QA) + Action sociale et hébergement médico-social (QB)

+ Administration publique (OZ) + Education (PZ)

Attention, les chiffres du 1er tableau sont des données CVS, tandis que ceux du 2ème tableau sont des données brutes.

NB : De récentes analyses montrent que des modifications intervenues fin mars 2025 sur le formulaire dématérialisé de la déclaration préalable à l'embauche (DPAE) ont conduit depuis à des erreurs déclaratives sur le type de contrat renseigné par les entreprises déclarantes. Ces erreurs, dont l'ampleur reste à évaluer, sont de nature à altérer les séries par type de contrat (CDI/CDD) ainsi que le champ des déclarations d'embauche de plus d'un mois habituellement suivi dans cette publication.

2.3 Activité partielle

Source : SI APART/DSN - ASP/DGEFP/Dares

Dernières données disponibles : 2e trimestre 2025

	Nombre de salariés concernés en moyenne, chaque mois, au T2 2025	Nombre d'heures indemnisées en moyenne, chaque mois, au T2 2025
REGION	6 020	503 030
CANTAL	110	5 220

2.4 Les ruptures collectives de contrats de travail

Source : ASP-DGEFP, SI sur les ruptures collectives de contrats de travail, Traitements DREETS ARA

Dernières données disponibles : Cumul du 1er janvier au 31 mars 2026

Les procédures de licenciements d'au moins 10 salariés sur une période de 30 jours, dans les entreprises d'au moins 50 salariés, doivent donner lieu à un accord collectif validé par la DREETS ou à un document unilatéral de l'employeur homologué également par la DREETS.

	Nombre d'emplois concernés au début*		Nombre d'emplois concernés à la demande	
	Cantal	Région	Cantal	Région
Plans de sauvegarde de l'emploi	43	2 675	0	671
Ruptures conventionnelles collectives	0	443	0	114
Licenciements économiques collectifs de moins de 10 salariés*	10	1 601	10	1 601
Licenciements économiques collectifs de 10 salariés ou plus	0	963	0	17

* Le nombre de ruptures de contrat de travail annoncé au début d'un dossier peut évoluer tout au long du processus de négociation.

** licenciements notifiés

Chiffres couvrant la période du 1er janvier au 31 mars 2026

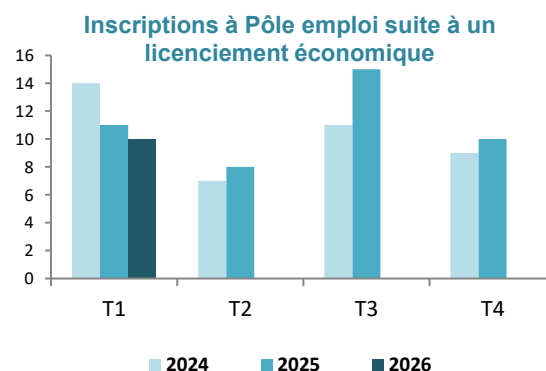
2.5 Licenciements économiques

Source : France Travail - DREETS Auvergne-Rhône-Alpes

Données en moyenne trimestrielle - Dernières données disponibles : 1er trimestre 2026

Nombre d'inscriptions suite à licenciement économique (en données brutes)

T1 2025	T1 2026	Evolution annuelle (%)	
Cantal		Cantal	Région
11	10	-9,4	7,2



Impact de la loi pour le plein emploi

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025. Pour tenir compte de ces évolutions, deux nouvelles catégories statistiques sont créées : la catégorie F à dominante « sociale » pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, et la catégorie G pour les demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation. Des indicateurs complémentaires excluant les publics touchés par la réforme sont mis à disposition pour mieux appréhender les évolutions conjoncturelles du nombre d'inscrits à France Travail. Ces évolutions répondent aux recommandations du groupe de travail du Conseil national de l'information statistique (Cnis).

Impact des évolutions des règles d'actualisation de France Travail

Les règles d'actualisation ont été modifiées : Entre janvier 2025 et mars 2025, tant qu'elles n'ont pas signé leur contrat d'engagement, les personnes non indemnisables s'inscrivant à FT, n'avaient pas à s'actualiser. Elles étaient inscrites en catégorie A jusqu'à la signature de ce contrat. Depuis avril 2025, l'actualisation automatique pour les inscrits non indemnisables n'ayant pas signé leur contrat d'engagement concerne uniquement les premières inscriptions à FT.

Impact de l'évolution du régime des sanctions

Le régime de sanctions évolue avec l'entrée en vigueur en juin 2025 du décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations : ces sanctions prennent désormais la forme d'une suspension-remobilisation en amont d'une éventuelle radiation des listes de France Travail. Au 1er trimestre 2026, il est estimé qu'en l'absence de la mise en application du décret sanction, sur le champ hors nouveaux publics, l'évolution du nombre d'inscrits aurait été de -2,2% (soit - 5 840 inscrits) pour la catégorie A et de -1,2% (soit - 6 340 inscrits) pour les catégories A, B, C. Ce sont ces évolutions qui reflètent le mieux la situation conjoncturelle sur le marché du travail.

3. CHOMAGE

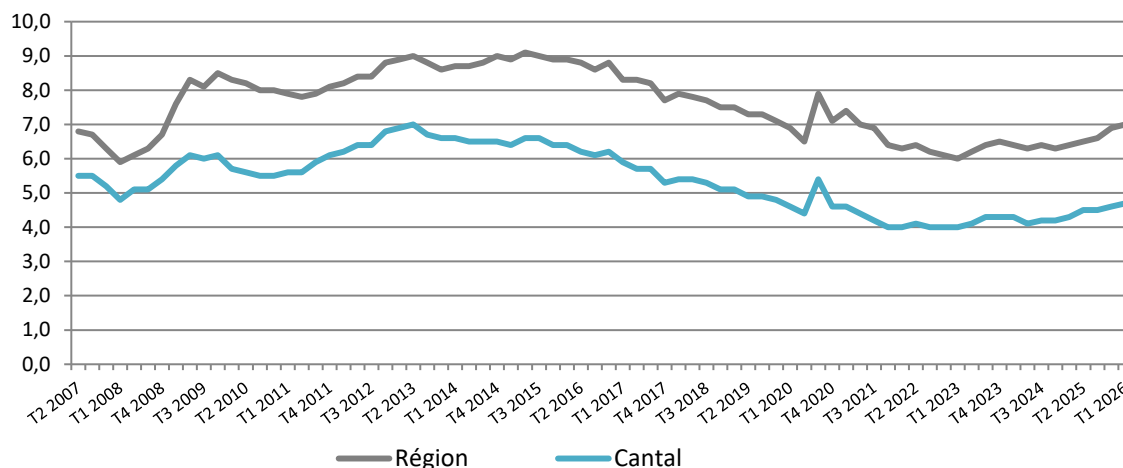
3.1 Taux de chômage

Source : Insee, CVS

Dernières données disponibles : 1er trimestre 2026

	T4 2019	T1 2025	T4 2025	T1 2026
Cantal	4,8	4,3	4,6	4,7
Région	7,1	6,4	6,9	7,0

Evolution du taux de chômage trimestriel en données CVS (en %)



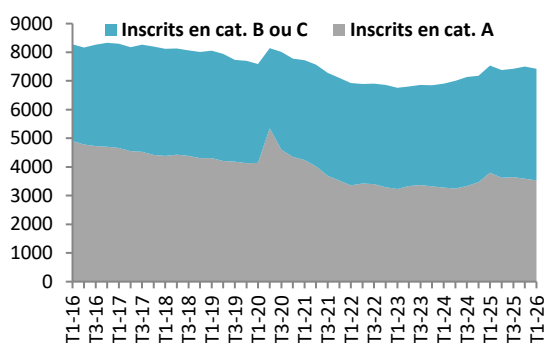
3.2 Inscrits à France Travail

Source : France Travail -Dares,STMT- DREETS Auvergne-Rhône-Alpes

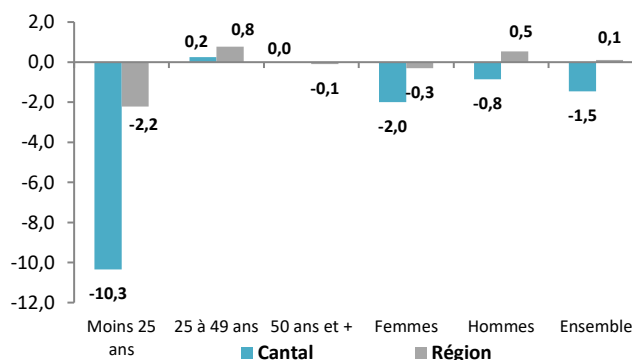
Données CVS-CJO en moyenne trimestrielle - Dernières données disponibles : 1er trimestre 2026

A : en recherche active d'emploi, disponibles, sans emploi :	3 530
B+C : en recherche active d'emploi, en activité réduite (courte et longue) :	3 890
A+B+C : en recherche active :	7 420

Nombre d'inscrits à France Travail en catégorie A, B, C



Evolution annuelle (T1 2026/T1 2025) des inscrits à France Travail en cat. ABC en fonction du sexe et de l'âge (en %)



3.3 Part des inscriptions à France Travail suite à un contrat court (CDD, intérim)

Source : France Travail -Dares,STMT- DREETS Auvergne-Rhône-Alpes

Données brutes, entrées sur le trimestre rapportées au nombre moyen d'inscrits à France Travail en cat. ABC sur le trimestre - 1er trimestre 2026

Données brutes (en %)	1er trimestre 2025	1er trimestre 2026
Cantal	6,5	6,0
Région	6,3	5,8

3.4 Durée d'inscription à France Travail

Source : France Travail -Dares,STMT- DREETS Auvergne-Rhône-Alpes

Données en moyenne sur le trimestre - 1er trimestre 2026

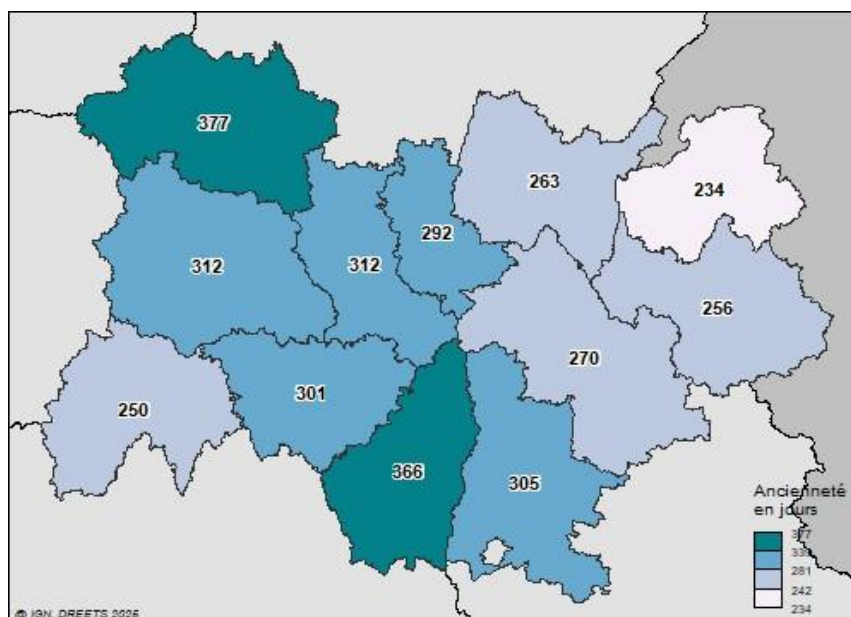
Part moyenne des inscrits à France Travail depuis un an ou plus et depuis deux ans ou plus

Données brutes (en %)	Cantal		Région	
	T1 2025	T1 2026	T1 2025	T1 2026
Part des DELD (>=12 mois)	39,2	44,7	41,4	44,7
Part des DETLD (>=24mois)	20,7	22,3	22,3	23,3

Médiane de l'ancienneté de l'inscription à France Travail

Données brutes (en jours)	1er trim. 2025	1er trim. 2026	Evolution annuelle (en jours)
Cantal	182	250	68
Région	207	288	81

Carte représentant la médiane de l'ancienneté au chômage au 1er trim. 2026



4. PRESTATIONS SOCIALES

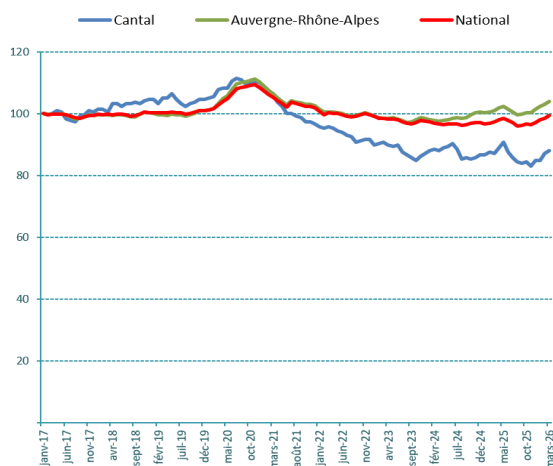
4.1 Revenu de solidarité active (RSA)

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitement Drees; MSA ; France Travail, FNA ; I-Milo, traitement Dares.

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

Nombre d'allocataires	Cantal	Région
février 2020	2 300	160 280
mars 2025	1 900	159 290
mars 2026	1 920	163 840
Evol annuelle mars 2025 / mars 2026	1,1%	2,9%
Evol février 2020 (début crise) / mars 2026	-16,5%	2,2%

Evolution du Nombre d'allocataires du RSA par département et par mois



Champ : tous régimes (Cnaf et MSA)

Base 100 au 1er janvier 2017

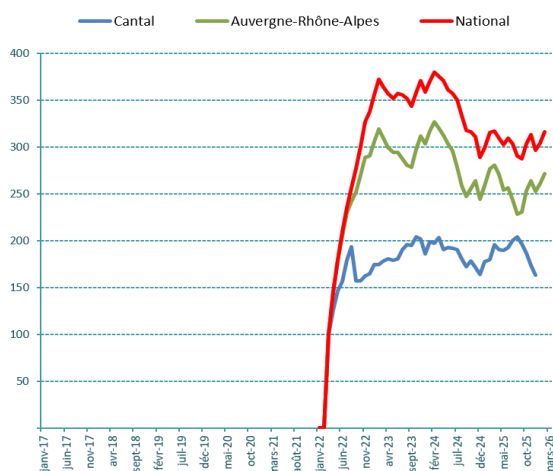
4.2 Contrat d'engagement jeunes* - Stocks

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitement Drees; MSA ; France Travail, FNA ; I-Milo, traitement Dares.

Champ: France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de la mission locale et de l'agence France Travail

Nombre de bénéficiaires	Cantal	Région
février 2025	286	15 273
février 2026	266	14 982
Evol annuelle février 2025 / février 2026	-7,0%	-1,9%

Evolution du Nombre de bénéficiaires du Contrat d'engagement jeune (stocks) par département et par mois



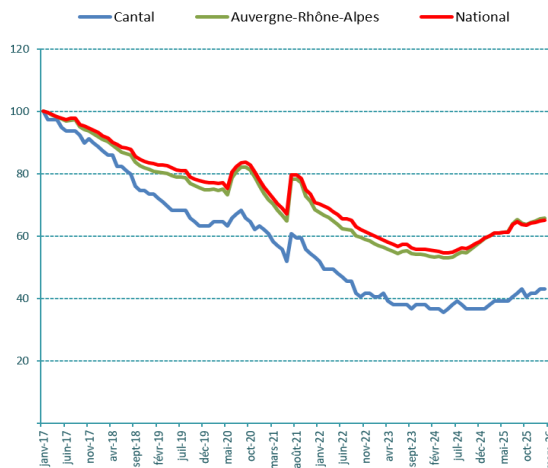
Base 100 au 1er janvier 2022

4.3 Allocation de solidarité spécifique (ASS)

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitement Drees; MSA ; France Travail, FNA ; I-Milo, traitement Dares.
 Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Nombre d'allocataires	Cantal	Région
février 2020	510	31 860
février 2025	300	25 480
février 2026	340	27 920
Evol annuelle février 2025 / février 2026	13,3%	9,6%
Evol février 2020 (début crise) / février 2026	-33,3%	-12,4%

Evolution du Nombre d'allocataires de l'ASS par département et par mois



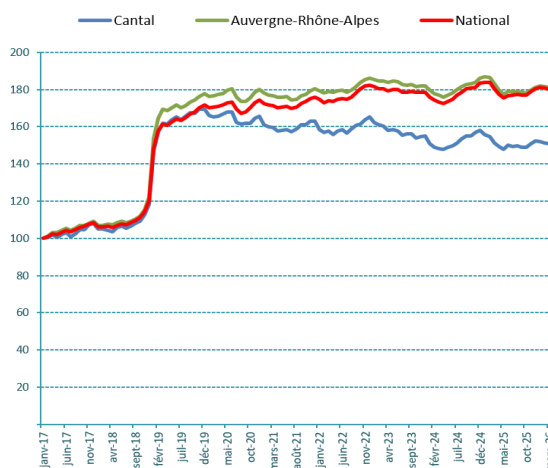
Base 100 au 1er janvier 2017

4.4 Prime d'activité

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitement Drees; MSA ; France Travail, FNA ; I-Milo, traitement Dares.
 Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

Nombre d'allocataires	Cantal	Région
février 2020	11 500	512 650
mars 2025	10 520	530 410
mars 2026	10 500	525 300
Evol annuelle mars 2025 / mars 2026	-0,2%	-1,0%
Evol février 2020 (début crise) / mars 2026	-8,7%	2,5%

Evolution du Nombre d'allocataires de la prime d'activité par département et par mois



Champ : tous régimes (Cnaf et MSA)

Base 100 au 1er janvier 2017

Directrice de la publication : Fabienne FOURNIER-BERAUD

Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités d'Auvergne-Rhône-Alpes

Service Etude, Statistique, Evaluation (SESE)

Note réalisée par Olivier JACOD (DREETS),

avec la contribution de Aline SHELTON (DRFiP) et des correspondants des Cellules Statistiques URSSAF

Photos sur la couverture : © Phovoir.fr ; @Fotolia.com

Tour Swisslife – 1, Boulevard Vivier Merle – 69443 LYON CEDEX 03

Téléphone : 04 72 68 29 00 – Télécopie : 04 72 68 29 29

Internet : <http://www.auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr>

Service communication DREETS -ARA

Copyright-MINEFI-©Gorodenkoff - stock.adobe.com

Copyright-MINEFI-©Nordreisender - stock.adobe.com

Copyright-MINEFI-©Catherine CLAVERY - stock.adobe.com